



Diffusion : Charbonnières-les-Bains (partiellement), Craponne, Éveux, Francheville (partiellement), Lentilly, Saint-Genis-les-Ollières, Sainte-Consorce

Penser globalement - Agir dans l'Ouest Lyonnais

Octobre 2015

- P. 1 : Éditorial
- P. 2 : Actualités
- P. 3 : La page locale
- P. 4 : Où en sommes-nous ?

Dernière minute !
 Démocratie participative
 bafouée : malgré l'avis
 défavorable de la
 commission d'enquête,
 l'État valide le projet
 TGV Sud-Ouest.



LA SCL, DE QUOI ELLE SE MÊLE ?

Depuis sa création en 1990 - et ça reste sa priorité - la SCL argumente contre les projets autoroutiers qu'elle ne veut ni ici ni ailleurs et rappelle que les transports les plus économes sont ceux que l'on évite. Elle dénonce le recours quasi systématique à des solutions routières, face à la problématique des déplacements quotidiens que les transports en commun multimodaux, bien adaptés, peuvent beaucoup mieux résoudre.

Avec le soutien des élus locaux, notre opposition argumentée à l'A45 constitue un rempart contre le COL qui demeure une menace réelle tant qu'une décision ministérielle ne l'annule pas définitivement (voir page 3, la position unanime des Conseillers du Nouveau Rhône adoptée le 17 juillet 2015).

Pour se déplacer toujours plus vite, toujours plus loin, on artificialise abusivement des milliers d'hectares réduisant d'autant plus l'approvisionnement en produits locaux. La SCL a vite fait son choix : elle défend avec force l'agriculture à taille humaine dont l'outil de travail - la terre nourricière - doit être impérativement protégé. Dans ce domaine, elle encourage toutes les initiatives de vente directe aux nombreux avantages, à ne plus démontrer, tant pour les producteurs que pour les consommateurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de collectivités.

Par exemple, elle se mêle aussi de la pollution lumineuse en félicitant les municipalités qui pratiquent, ne serait-ce que pour réaliser de conséquentes économies, l'extinction de l'éclairage public au cœur de la nuit (entre autres Orliénas, Messimy, Saint-Laurent-d'Agny ... et bientôt Brindas ?).

A noter que la commune de Dardilly, "dans le noir" depuis 5 ans, a pu acheter 3 véhicules électriques grâce aux économies réalisées.

De plus, la SCL s'associe aux mouvements de lutte contre les grands projets inutiles imposés, surtout quand la terre agricole est menacée de disparaître à tout jamais (stade OL Land, aéroport de Notre-Dame des Landes, centre de loisirs de Roybon ...).

Parmi les alternatives au transport routier, la SCL promeut le transport par câble - qui est une véritable solution efficace et respectueuse de l'environnement - le transport ferroviaire et le transport fluvial, largement sous-utilisés.

Oui, la SCL se mêle de ces sujets et d'autres - comme l'urbanisation "galopante" - en lien avec ses statuts et en toute indépendance politique.

lectures

- *Famine au Sud, malbouffe au Nord, comment le bio peut nous sauver* - Marc Dufumier (Ed. NiL, 2012)
- *Hold-up sur l'écologie, les fossoyeurs de l'écologie au chevet de la planète* - Stéphen Kerckhove (Ed. Yves Michel, 2011)
- *Trafics en tous genres, Le projet Lyon-Turin* - Daniel Ibanez (tim buctu éditions, 2014)

FINANCEMENT DE L'A45
QUI VEUT DONNER DES MILLIONS ?

ATTENTION LAURENT C'EST UNE QUESTION À 850 MILLIONS D'EUROS !!

EUH... JE PRÉFÉRERAI EVITER DE DEMANDER L'AVIS DU PUBLIC...

Dans le dossier A45, quel personnage ne subit pas le coût astronomique du financement ?

A: Le contribuable **B: Le stéphanois**

C: L'utilisateur **D: Le concessionnaire**

Qu'on se le dise !

Festival "Au nom du climat" organisé par les associations SECOL et SCL Brindas le samedi 28 novembre 2015 de 9 h 30 à 20 h à la Grande Salle des Fêtes de Brindas avec quatre films à l'affiche :

- Tous cobayes ?* et *Severn, la voix de nos enfants* de Jean-Paul Jaud
- Jungwa, l'équilibre rompu* ... de Christiane Mordelet
- Le dernier pirate* de Paul Watson

Conférences

Conférence-débat en présence de Paul Watson et Jean-Paul Jaud
 Réservations : association.secol@gmail.com et Maison de la Presse de Brindas
 Cet événement s'inscrit dans le cadre de la COP 21 pour sensibiliser les citoyens.

rendez-vous

La SCL vous accueille sur son stand à EUREXPO Chassieu

Primevère 2016

- vendredi 26 février 14h à 22h Tram T5 à partir de Grange Blanche
 - samedi 27 février 10h à 20h Navettes TCL depuis Vaulx-en-Velin / La Soie
 - dimanche 28 février 10h à 19h (Métro A ou Tramway T3)
- Billets à prix réduit auprès des comités SCL



POLLUTION, LE COÛT DE L'INACTION DEPUIS 40 ANS !

actualités

L'ÉCOLOGIE DEPUIS 45 ANS : MYTHE OU RÉALITÉ ?

Dès 1974, lors de l'élection présidentielle, René Dumont, chercheur de réputation internationale, un verre d'eau à la main, apparaît à la télévision pour dénoncer la pollution, la consommation croissante d'énergie et le nucléaire. Il parle déjà de protection de l'environnement, de recyclage, d'économie d'énergie et d'agriculture propre : "une croissance sans limite est impossible, nous n'avons qu'une seule terre."

En 1992, le Sommet de Rio de Janeiro réunit une centaine de chefs d'État au sujet de l'environnement et du développement. On se souvient de Severn, 12ans, implorant les maîtres du monde dans un discours rempli d'humanité qui résonne encore aujourd'hui. Ce sommet se conclut par une déclaration composée de 2 500 recommandations visant à assurer une meilleure "gestion" de la planète.

Problème : la plupart de ces recommandations n'ont jamais été mises en œuvre !

En 2002, à Johannesburg, le Sommet mondial sur le développement durable aborde les ressources en eau, les énergies renouvelables (solaires, éoliennes), la dégradation des sols, la santé et la biodiversité. Jacques Chirac, alors Président de la République, s'écrit même dans un discours pathétique : "Notre maison brûle... et nous regardons ailleurs" !

Problème : aujourd'hui, notre terre continue de brûler... et nos chefs d'État continuent à regarder ailleurs !

En 2005, le Protocole de Kyoto est le premier accord international de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les pays industrialisés signataires acceptent de réduire de 5% en 2012 leurs émissions de CO₂ par rapport à 1990. La France s'engage même à les diviser par 4 d'ici 2050. Mais les États-Unis, responsables de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES), refusent de ratifier l'accord.

En 2008, en France, un grand espoir naît avec le Grenelle de l'Environnement qui devait initier une vraie révolution écologique. Espoir déçu car, quelques mois plus tard, le Président Sarkozy déclare : "L'environnement, ça commence à bien faire !"

En 2012, l'accord de Kyoto est reconduit pour 8 ans mais sans le Canada, la Russie et le Japon. Problème : aujourd'hui, la France est loin du compte, notamment dans le domaine des transports.

En juillet 2015, un rapport du Sénat chiffre le coût de la pollution en France, responsable de 42 000 décès anticipés par an, à plus de 100 milliards d'euros. Qu'attend-on pour prendre les mesures indispensables pour stopper ce désastre humain et financier ?

Problème : Ségolène Royal a renoncé à l'écotaxe sous la pression des routiers, Emmanuel Macron favorise les lignes de cars intercity et l'État français vient d'accorder 3,2 milliards d'euros aux sociétés autoroutières. La SCL considère que ce transport, préconisé par la Loi Macron, n'est pas une bonne solution car il fait la part belle au mode routier consommateur d'autoroutes et affaiblit la part du ferroviaire.

En décembre 2015, la Conférence de Paris (COP 21) devrait aboutir à un accord international sur le climat susceptible de limiter le réchauffement climatique à 2°C en 2100.

Problème : que peut-on encore espérer alors que depuis des décennies les différentes rencontres internationales se sont souvent limitées à de belles paroles ou à des vœux pieux sans lendemain ?

Mesdames et Messieurs les politiques du monde entier,
arrêtez vos discours : agissez et vite !

Les émissions de GES dues aux transports en France ont augmenté de 12 % depuis 1990 et représentent 27 % du total. La SCL se bat contre les transports inutiles pour réduire le nombre de véhicules sur les routes et autoroutes, source de pollution et pour le transfert vers des modes de transports moins polluants (trains, covoiturage, transport par câble).

CONTAMINATION RADIOACTIVE ET ALIMENTATION

Petits rappels :

- la catastrophe de Tchernobyl survient en Ukraine le 26 avril 1986 et inonde l'Europe malgré les annonces officielles "rassurantes".
- la CRIIRAD, Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la RADioactivité, est créée sitôt après, en mai 1986 par Michèle Rivasi. (www.criirad.org)

En 1987, après Tchernobyl, sous la pression du lobby nucléaire et pour s'adapter à la nouvelle concentration radioactive omniprésente, la Commission Européenne réhausse les doses maximales admissibles. Depuis cette date, la CRIIRAD se bat contre ces niveaux qu'elle juge trop tolérants et très dangereux.

Aujourd'hui, la Commission Européenne veut les faire reconduire par des responsables politiques qui acceptent trop souvent de se laisser manœuvrer par les lobbies.

Ces limites impliquent des risques sanitaires tout à fait inacceptables : à l'échelle de la France, cette contamination "légale" pourrait continuer à

induire des dizaines de milliers de cancers (et bien plus si le pire advenait) sans compter les autres pathologies et la transmission d'anomalies génétiques. Les consommateurs ne pourraient pas s'en protéger car incapables de différencier les aliments radioactifs des aliments non contaminés. Ne comptons pas sur l'étiquetage pour nous renseigner !

Face à l'Europe, la CRIIRAD a besoin du soutien du plus grand nombre. Si vous ne voulez pas que la Commission Européenne nous fasse avaler des aliments contaminés, signez la pétition ci-dessous :

<http://criirad-protegeonsnotrealimentation.wesign.it/fr>

FAVRE PARQUET Artisan
Ponçage et Vitrification de Parquets

Luc GROMOLARD
06 07 58 85 27

11, chemin des Saules
69510 MESSIMY

Tél : 04 78 45 57 89
favre.nettoyage@free.fr

Robert Poujade, Ministre de la protection de la nature et de l'environnement (1971-1974)

"J'ai souvent ressenti avec amertume la force des intérêts privés et la faiblesse de l'État. J'ai eu trop souvent le sentiment de lutter presque seul contre des entreprises que tout aurait dû condamner... On accepte de subventionner n'importe quelle activité sous la pression des intérêts privés, mais beaucoup plus difficilement de prélever une part très modeste de profits faits au détriment de la collectivité, pour lui permettre de réparer des dommages... La civilisation industrielle a préféré le rendement immédiat à la protection des ressources naturelles."

(Le ministère de l'impossible - Calmann-Lévy, 1975).

Corinne Lepage, Ministre de l'environnement (1995-1997)

"Il est un abîme entre la manière dont l'immense majorité des politiques croit pouvoir traiter les questions écologiques et ce qui serait, en réalité, impératif pour répliquer de manière efficace aux périls... Le principe d'intégration qui veut que l'environnement soit intégré en amont de tous les choix publics est piétiné... Les ministères de l'agriculture, de l'industrie, des transports, de la santé, gèrent désormais seuls ou presque les pesticides et les nitrates, les choix énergétiques, le bruit des avions et les pollutions de la mer... Le ministère de l'agriculture sera celui des agriculteurs, le ministère des transports celui des transporteurs..."

(On ne peut rien faire, Madame le Ministre - Albin Michel, 1998).

Dominique Voynet, Ministre de l'environnement (1997-2001)

D'emblée, elle a choisi une stratégie de conservation de son poste qu'aucune avancée réelle n'est venue justifier. Dès les premières semaines de participation gouvernementale, il n'était plus question, dans ses propos, de "sortie du nucléaire", mais de "sortie du tout-nucléaire". Elle a légitimé de fait le retraitement et l'enfouissement des déchets radioactifs. Elle a également cautionné la mise en culture du maïs Novartis. En 1998, les aides au carburant professionnel des routiers étaient officialisées - ce que les transporteurs n'avaient pu obtenir ni de Balladur ni de Juppé. S'agissant des autoroutes, on a assisté à une relance des chantiers (A 87, A 89, A 19, A 48, A 45, etc.), alors même que les accords Verts-P.S. prévoient un moratoire...

Roselyne Bachelot, Ministre de l'écologie (2002-2004)

"L'été 2003 apparaîtra comme un été frais en 2100" ;

"Maintenant, je sais que l'essentiel c'est le réchauffement climatique et les problèmes

liés à l'énergie. Et je persiste à penser que l'énergie nucléaire est la moins polluante..."

Serge Lepeltier, Ministre de l'écologie (mars 2004-2005)

Ce que disait Serge Lepeltier dans son allocution de départ reste toujours d'actualité : "J'ai réalisé que les enjeux environnementaux sont plus considérables qu'on ne le dit et qu'il est urgent de mettre l'environnement au cœur de toute politique. Les décisions qu'on a prises ne sont pas suffisantes, loin de là, mais j'ai dû entrer dans le système existant, et je pense qu'il faut totalement le changer. Mon ministère est un ministère qui dérange, l'empêcheur de tourner en rond. Alors ceux que l'on dérange, les représentants d'intérêts particuliers, ne souhaitent qu'une chose, c'est qu'il n'existe pas. C'est ma crainte. On ne le supprimera pas, c'est impossible politiquement. Mais, sans le dire, on risque de n'en faire qu'une vitrine."

Nathalie Kosciusko-Morizet, Secrétaire d'état à l'écologie en 2009

"J'ai porté à l'Assemblée Nationale les questions de l'impact sur la santé des pollutions chimiques, des pesticides, des ondes électromagnétiques ... Je me suis heurtée à des réticences qui tiennent beaucoup à un difficile rapport au savoir scientifique ... C'est l'inscription du principe de précaution dans la Constitution qui a suscité le plus de heurts et qui a été perçue par certains de mes pairs comme une véritable agression..."

(Tu viens ? - Gallimard, 2009).

Nicole Bricq, Ministre de l'écologie (mai-juin 2012)

Elle a suspendu tous les permis de forages exploratoires d'hydrocarbures au large de la Guyane, ce qui n'a pas plu aux lobbies pétroliers (limogée par le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault).

Delphine Batho, Ministre de l'écologie (juin 2012 - juillet 2013)

"Je sous-estimais la vigueur des lobbies en France... Ce que je refusais, EDF l'obtenait du Premier Ministre directement... ce n'est pas l'État qui dirige EDF, mais à l'inverse EDF qui semble diriger l'État... Les lobbies industriels sont forts et puissants. Mais ils sont surtout forts de la faiblesse des gouvernants en face d'eux..."

(Insoumise - Grasset, 2014).

Ségolène Royal, Ministre de l'écologie (depuis mars 2014)

Elle prône le refus d'une "écologie punitive". Elle "suspend" le dispositif de l'écotaxe (prémices d'une véritable redevance carbone légitime).

Extraits choisis sur :

<http://biosphere.ouvaton.org/vocabulaire/2815-ministre-de-l-ecologie>

LE CHAPI
MARCHÉ DE PRODUCTEURS BIO

Tous les vendredis de 16h30 à 19h00

A Soucieu en Jarrest
5 place du pillot

Fruits, légumes, pain, fromages, œufs, charcuterie, viande, vin...

06 75 03 50 79

AB AGRICULTURE BIOLOGIQUE



Brindas

2480 JAMBES À LA BIO-RANDO

Le soleil était là, les marcheurs aussi, venus de toute la région et parfois de plus loin pour la 15^{ème} édition : ils se sont répartis sur les quatre itinéraires de 5 à 22 km pour découvrir les Coteaux du Lyonnais, leurs vallons, leurs ruisseaux, leurs sous-bois dont les couleurs commencent tout juste à prendre leur livrée d'automne. Les 1240 marcheurs ont été accueillis dans la salle des fêtes pour déguster le repas bio préparé exclusivement avec des produits locaux. Les organisateurs du comité SCL ont réussi leur pari : voir repartir leurs hôtes avec le sourire et l'idée de revenir l'an prochain, le 3^{ème} dimanche de septembre, convaincus de la nécessité de protéger les espaces agricoles des projets autoroutiers.

Nos coteaux méritent bien une visite au même titre que les monuments ouverts pour les journées du Patrimoine.

Earl JULLIAN
Vins des Coteaux du Lyonnais
A.O.C. Rouge, Blanc, Rosé

Dimanche sur rendez-vous
Lundi au samedi 10h-12h / 14h-19h

69440 TALUYERS Tél : 04 78 48 24 84
WWW.DOMAINEDEPRAPIN.FR

Vigneron bio

La Ferme Lyonnaise
Produits du terroir

Ouvert du mardi au vendredi
de 9h à 12h30 et de 15h à 19h
Le samedi non-stop de 9h à 19h
et le dimanche de 9h à 12h

30, av. de l'An 2000 - 69290 CRAPONNE
Tél. 04 78 44 63 36

Ouest Lyonnais

CIRCUITS COURTS EN AGRICULTURE

Les règlements européens, comme les règlements nationaux, laissent la part belle à un libre échange totalement déséquilibré à l'avantage des intermédiaires et de la grande distribution.

Comment ne pas être ébahi d'apprendre, par exemple, que des tomates sont achetées 0,40 € aux producteurs et revendues 3 € en magasin ? **0,40 €, soit à peine le prix de revient !** Pour qu'ils vivent avec un revenu décent, il faudrait payer 0,10 € de plus, ce que nous ferions volontiers ... mais après intermédiaires, marges et taxes, le prix payé par le consommateur final serait majoré de 0,75 € !

Seule issue pour nos agriculteurs et nos éleveurs : la vente directe. On en parle de plus en plus, mais seules les initiatives individuelles se font jour.

Acheter local c'est aussi : moins de transports et de pollution, plus de maîtrise de la qualité, plus de convivialité et plus d'emplois à terme.

Nous attendons de nos élus et des services publics qu'ils montrent l'exemple de manière ferme et rapide, notamment pour la restauration collective, mais pas seulement.

LA SCL S'ENGAGE DE MANIÈRE ACTIVE

En 2014, la SCL a ouvert ce dossier sur le thème "circuits courts en agriculture" dans la précédente édition de *La Sauvegarde des Coteaux*, puis lors du 9^{ème} Salon de l'Habitat Écologique en organisant une table ronde avec des producteurs.

En 2015, la SCL poursuit activement son action en organisant un sondage sur la restauration collective. Puis, le samedi 7 novembre, lors du 10^{ème} Salon de l'Habitat Écologique, elle organisera une nouvelle table ronde entre producteurs, associations et élus pour approfondir ce thème.

Ets Lafaurie
Charcutier
Traiteur

"Saveurs de saison... Cochon de tradition".

32 rue de Bel Air - 69290 St Genis les Ollières
04 78 57 38 40
www.traiteurlafaurie.fr

Gailleton fleurs & plantes
2, le Tupinier
69290 - Grézieu-la-Varenne
Tél : 04 78 57 13 62

plantes fleuries, plantes de jardin, fleurs coupées, compositions, graines, bulbes...

Craponne

PLU-H : LA CONCERTATION EXISTE-T-ELLE ?

Après la première réunion publique organisée par la municipalité et le Grand Lyon Métropole pour la révision du PLU-H en 2013, la seconde a eu lieu le 10 septembre 2015 ! Le Grand Lyon et la municipalité ont présenté leurs orientations, concordantes pour l'essentiel : maintien des zones vertes, densification des secteurs desservis en voies de communication et en commerces. Avec une projection de croissance de 1 500 habitants, soit 12 000 pour 2025. Les réactions ont été nombreuses sur cette densification et l'urbanisation croissante de la commune. La phase de concertation se termine début 2016 : mais toujours pas de réunions au niveau des quartiers et des associations. Pour Craponne, information vaut concertation !

10^{ème} Salon de l'Habitat Écologique
organisé par la SCL

Samedi 7 novembre 2015 - 15h à 22h
Salle des Fêtes des Enfants de Craponne
angle rue Centrale / av. J. Bergeron
Accès bus : C24

Film (15h30/17h) :
Cultivez local !
de Patrick Viron pour l'ARDEAR
suivi d'une table ronde avec
producteurs locaux, élus et associations

Sur la base des résultats de l'enquête SCL sur la restauration collective :

- coûts de production et prix de vente,
- avantages des circuits courts dans l'Ouest Lyonnais,
- qualité de l'alimentation et de l'environnement.

Et repas (19h30) : 10 €
Réservation obligatoire : habitat.ecologique4@orange.fr
composé de produits fournis par les producteurs locaux

Entrée (participation aux frais) : 3 €

PLU-H DES COMMUNES DE LA MÉTROPOLÉ

Nous ne saurions trop rappeler l'intérêt pour les habitants et les associations de suivre l'évolution du PLU-H (Plan Local d'Urbanisme qui intègre désormais l'Habitat) et de participer le plus possible à la concertation qui devrait être mise en place par les communes ...

NON À UN CONTOURNEMENT PAR LA VOIE ROMAINE !

M2VR (Mieux Vivre Voie Romaine) se mobilise contre la reprise d'un projet de liaison de la Voie Romaine à l'avenue E. Millaud via l'impasse Voie Romaine. La municipalité en a demandé le financement au Grand Lyon Métropole. Le résultat pour les Craponnois sera l'ouverture à une circulation accrue, avec les nuisances qui en résultent et la dégradation du tissu urbain de la commune. M2VR s'y oppose fermement, contestant totalement son bien-fondé, et l'a clairement exposé à la municipalité, attendant désormais une réelle concertation sur le fond.

Par ailleurs, M2VR appelle à un projet fonctionnel et réaliste pour l'accès du secteur industrialisé entre la Voie Romaine et la rue des Aqueducs (face à l'Aqueduc Santé) et qui n'impacte pas les riverains de la rue des Champs.

LE NOUVEAU RHÔNE S'ENGAGE CONTRE L'A45 !

Extraits de la lettre du Président du Nouveau Rhône aux élus de la Loire lorsqu'ils le sollicitent pour financer l'A45 (9/7/2015)

"Si nul ne conteste la nécessité d'améliorer la qualité de la liaison actuelle pour favoriser les échanges entre les deux métropoles, le projet A45, objet d'une Déclaration d'Utilité Publique, ne répond en rien à cette problématique."

"Les effets de cette infrastructure sur les conditions de circulation dans les territoires proches de la Métropole seraient à ce stade désastreux."

"Je crains une obstination sur ce dossier qui conduirait nos territoires à faire "faussette route". Cette infrastructure ne serait en réalité profitable ni pour nos départements ni pour l'agglomération stéphanoise."

"Il s'agit d'un projet ancien et dépassé qui ne correspond plus à l'ambition légitime que vous portez pour votre territoire."

"J'ai [...] la certitude de ne pouvoir défendre aveuglément un projet, aux conséquences économiques et environnementales lourdes, pour lequel les avis des spécialistes, les nombreuses études et rapports divergent, et souvent ne plaident pas en faveur de l'A45."

"Qui peut prétendre que la réalisation d'une autoroute A45 payante en parallèle d'une autoroute A47 gratuite soit la solution pour le développement de nos territoires ?"

"L'A45 est un projet de l'État. Son coût exorbitant est inaccessible pour des collectivités déjà fortement touchées par la diminution des dotations et par le contexte économique. Le Département du Rhône ne s'engagera donc pas, notamment financièrement, sur ce projet."

"Un vrai projet de liaison entre nos deux départements et entre nos deux agglomérations doit permettre de diversifier les modes de déplacement et de transport des hommes et des marchandises."

"Je vous propose de travailler ensemble sur un projet de requalification de l'A47, sur la création d'un vrai réseau de transports collectifs, sur le renforcement du ferroviaire, sur le transport fluvial des marchandises, sur le développement des nouvelles technologies ... Il y a là des enjeux économiques d'avenir."

"Nous devons également travailler ensemble sur des solutions pour favoriser l'emploi dans le bassin stéphanois et dans le Rhône."

"Il nous faut définir une nouvelle politique d'aménagement et de soutien aux activités économiques qui permettrait une relocalisation dans les territoires de l'économie et de la consommation."

Le courrier original est en libre accès sur notre site internet www.scl-rhone.org

Francheville

UN BARRAGE HAUT DE 23 M SUR L'YZERON QUI INTERPELLE

C'est en 2002 que le SAGYRC (Syndicat d'Aménagement et de Gestion de l'Yzeron, du Ratier et du Charbonnières) a signé un contrat de rivière prévoyant, sur Francheville, une retenue sèche de 23 m de haut, principal "rempart" contre une éventuelle crue centennale de l'Yzeron.

Or, depuis 2002, le contexte a changé avec la Directive Européenne Inondations qui préconise en priorité des infrastructures "vertes" plus naturelles que des infrastructures "grises" artificielles telles que les barrages.

La nouvelle municipalité de Francheville n'est pas favorable au barrage de même que les associations (dont la SCL) qui réclament du SAGYRC le dossier technique justifiant ses choix afin qu'une discussion équilibrée soit possible. Le SAGYRC n'a pas donné suite !

En tout état de cause, un tel ouvrage ouvrirait la porte :

- à des constructions en zone rouge inondable à l'aval (exemple : urbanisation prévue à la place du garage TCL à Oullins)
- à la poursuite continue de l'urbanisation à l'amont : habitat, routes et équipements imperméabilisant encore plus de surfaces sans grandes perspectives d'emploi local.

Nous pensons que la priorité doit être donnée à des ouvrages légers le long des cours d'eau : bassins de rétention, zones d'expansion, élargissements du lit des rivières (Yzeron et Charbonnières) et relocalisation des habitations les plus vulnérables. C'est le moyen le plus efficace pour responsabiliser les communes concernées de l'amont à l'aval.

De plus, nous craignons que ces retenues disproportionnées ne favorisent l'implantation du TOP en le "protégeant" des inondations.



COL

CONTOURNEMENT OUEST DE LYON

Lorsqu'un préfet change en Région Rhône-Alpes, il y a souvent tentative de relance du COL : Messieurs Besse, Lacroix et Gérard ont essayé, en vain. Que fera le préfet Delpuech ?

Gérard Collomb, président de la métropole lyonnaise, n'en démord pas : il lui faut son COL. Les dossiers de l'État démontrent pourtant que, même avec le COL, la circulation sous le tunnel de Fourvière (A6) et sur les quais du Rhône (A7) serait encore supérieure à 70 000 véhicules/jour !

D'autres, à l'inverse, déclarent que le projet de COL n'existe plus. Ne nous laissons surtout pas bernier par ces rumeurs infondées : tant qu'une décision ministérielle n'annule pas ce projet, le COL existe. Le serpent de mer peut ressurgir ! D'autre part, si le projet A45, voie pénétrante contraire au Plan de Déplacements Urbains, arrivait à son terme, le COL redeviendrait pour beaucoup indispensable mais resterait, pour la SCL, inacceptable.

A45 + COL + A89 + TOP + ... INCOMPATIBLES AVEC LA COP 21

Le 28 juin 2015, au Vatican, le plus petit État du monde, le Pape François, autorité morale, invite chacun "à un nouveau dialogue sur la façon dont nous construisons l'avenir de la planète"

Le 3 août 2015, le président du plus grand État d'Occident, B. Obama, autorité politique, s'est exprimé : "Nous sommes la première génération à ressentir l'impact des changements climatiques et nous sommes la dernière à pouvoir faire quelque chose. Nous n'avons qu'un seul foyer, qu'une seule planète. Il n'y a pas de plan B". En décembre 2015, à Paris, le Président Hollande accueillera la 21^{ème} conférence sur les changements climatiques (COP 21) qui réunira politiques et scientifiques pour prendre des résolutions afin de limiter la hausse des températures à 2°C à la fin du siècle. Après Rio de Janeiro, Kyoto, Johannesburg et Copenhague où nos représentants n'ont accouché que de quelques souris, que peut-on vraiment attendre de cette nouvelle conférence ?

Assez de discours ! réclamons des actes !

nimby & NIMTO



Plus d'infos sur un article ?

Contacts : infoSCLinter@gmail.com

Nous pouvons améliorer ce journal avec vous. Il est nécessaire pour transmettre une information indépendante. Il est gratuit grâce à nos annonceurs et à l'effort consenti par les associations adhérentes à la SCL Intercommunale. Vous pouvez, vous aussi, contribuer à son financement en nous envoyant, à l'adresse du siège social, votre participation dont nous vous laissons le soin de déterminer le montant (don déductible de votre impôt à hauteur de 66 %).

Les articles sont le résultat d'une réflexion collective du comité de rédaction et de ce fait ne sont pas signés.



Pour tout renseignement ou si vous voulez vous joindre à nous pour défendre votre cadre de vie et celui de l'agglomération :

contactez la SCL Intercommunale, Centre d'Animation 11 avenue Émile Évellier 69290 Grézieu la Varenne

Éditeur : SCL Intercommunale Responsables de publication : Maurice Fisch (Grézieu-la-Varenne) et Gilles Laracine (Craponne)

Comité de rédaction : Noël Collomb, Héliène Le Lay et Jean-Marc Dussardier (Taluyers), Pierre Garnier (Orliénas)

Mise en page : Gilles Laracine Impression : Imprimerie Berlioz à Brindas

Édition du secteur 1 tirée à 11 500 exemplaires Dépôt légal 4^{ème} trimestre 2015 N° ISSN : 2116 - 9950

où en sommes-nous ?

A 45 SAINT-ÉTIENNE / LYON

L'ancien préfet Carencio déclarait que l'A45 était d'un autre temps et que cette autoroute ne résoudrait pas les problèmes de circulation dans l'Ouest Lyonnais.

Aujourd'hui, le nouveau préfet Delpuech, au contraire, indique que l'A45 est nécessaire pour le développement de la région. Comment expliquer un tel revirement ?

Ce qui est sûr, c'est que le financement n'est pas trouvé : de 700 millions d'euros il y a 3 ans, la subvention d'équilibre à la charge de la collectivité est passée à 845 millions d'euros aujourd'hui. Et la hausse n'est certainement pas terminée puisque dès 2003 un rapport d'experts indiquait que, sur un coût évalué à 1,3 milliard, la somme versée au concessionnaire privé (nos impôts !) atteindrait plus d'un milliard (soit 90% du coût de l'A45), ce qui rendrait ce projet non concédable. Saint-Étienne Métropole et le département de la Loire, les seuls partisans de l'A45, font le forcing pour inciter la Région et le département du Rhône à participer à son financement. En vain.

Après l'entretien que la SCL obtient le 29 juin à l'Hôtel du Département au sujet de l'A45, le Nouveau Rhône adopte à l'unanimité une motion de refus de cette autoroute le 17 juillet 2015. Christophe Guilloteau, le président, conclut le débat par ces mots : "l'A45 est un projet funeste et néfaste pour notre territoire et sous ma présidence il est hors de question que le Nouveau Rhône engage le moindre euro dans cette affaire".

En complément, Georges Fenech, député du Rhône, dans un communiqué, "se félicite de cette délibération sans appel sur ce projet auquel il s'oppose depuis le début... Les habitants des Coteaux du Lyonnais peuvent compter sur ma constante vigilance sur ce projet écologiquement dangereux et économiquement inefficace".

Restons attentifs et mobilisés car Laurent Wauquiez, député-maire du Puy-en-Velay, candidat à la présidence de la nouvelle région Rhône-Alpes-Auvergne, a déclaré au dernier comice agricole de Feurs que, s'il était élu président, il aiderait à financer l'A45. Tous ensemble, travaillons pour que Rhône-Alpes-Auvergne et Lyon Métropole suivent la trace du Nouveau Rhône en refusant toute participation financière à ce projet inutile et néfaste pour notre territoire.

Les alternatives à l'A45 de la SCL

Depuis 20 ans, les associations SCL, SCJ et SRG se battent pour améliorer la circulation entre Lyon et Saint-Étienne tout en rejetant le projet A45 :

1. développer l'emploi sur Saint-Étienne pour réduire les déplacements quotidiens vers Lyon.
2. améliorer l'A47 existante par la construction de bandes d'urgence, d'aires de covoiturage, de murs anti-bruit et par l'allongement des entrées et sorties.
3. augmenter le nombre de fréquences sur la ligne ferroviaire Saint-Etienne/Lyon.
4. mettre en place un tramway pour desservir toutes les communes de la vallée du Gier et réduire le cabotage sur l'A47.
5. construire, entre le Plateau Mornantais et la gare de Givors, une ligne de transport par cabines suspendues pour soulager les bouchons sur l'A450 entre Les Sept-Chemins et Pierre-Bénite.

La SCL rappelle que les transports contribuent largement au réchauffement climatique et que la pollution, quelle qu'en soit l'origine, entraîne la mort prématurée de 42 000 personnes par an en France ! Pour être crédible en accueillant la COP 21, notre pays doit être exemplaire et abandonner les grands projets inutiles dont l'A45 (à péage). S'ajoutant à l'A47 existante (gratuite), elle contribuerait, par son trafic induit, au doublement des émissions de CO₂ alors qu'il faut les diviser par 2 d'ici 2030

pour être conforme aux engagements internationaux. Pour sensibiliser nos dirigeants à l'approche de la conférence de Paris, des associations ont formé le collectif Alternatiba qui organise des forums dans toute la France, à Givors le 30 mai dernier et à Lyon les 9, 10 et 11 octobre.

Si la révolution écologique ne vient pas d'en haut, elle viendra d'en bas !

A 89

BALBIGNY LA TOUR-DE-SALVAGNY

Sur ce tronçon ouvert en 2012, la fréquentation est inférieure aux prévisions officielles. La SCL s'oppose depuis toujours à cette autoroute en dénonçant, entre autres, l'artificialisation des terres et les bouchons générés au Nord de Lyon.

La nouvelle liaison A6/A46N met à sac la riche plaine agricole des Chères.

Et le désastre n'est pas terminé puisque le raccordement A89/A6 est en cours.

Des projets liés à l'A89 sont heureusement hors de portée des bourses locales :

- près d'Amplepuis, entre Les Sauvages et Joux sur l'A89, la route prévue (12 millions d'euros !) a reçu un avis très défavorable de la commission d'enquête publique.

Christophe Guilloteau, nouveau président du Conseil Départemental, n'en veut pas.

- le contournement de L'Arbresle (58 millions d'euros !) peut refaire surface mais, selon C. Guilloteau, il ne se réaliserait qu'en y associant le contournement de Sain-Bel. Il y a de nombreuses oppositions justifiées parmi lesquelles celle de l'association ADEPECE, membre de la SCL.

TOP

TRONÇON OUEST PÉRIPHÉRIQUE (Anneau des Sciences selon ses promoteurs)

La SCL rappelle sa totale opposition à ce projet pharaonique dont le coût (4,9 milliards d'euros, intérêts inclus) empêche l'indispensable poursuite de l'amélioration des transports en commun. Si la métropole persistait dans son erreur, la prochaine étape serait l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique. Quel gâchis !

croisements dangereux

Trouvez la plupart des mots dans le journal !

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									

Horizontalement : I. Celui de Kyoto n'est pas vraiment respecté. II. Madame est proche - Est anglais ! - Une menace pour le roi. III. Son coût est énorme. IV. Chaussaient Pontiac, Pocahontas et Crazy Horse. V. 150 - Au bout de la jetée. VI. Île et langue du Vanuatu - C'est le circuit qu'on préfère. VII. Un sommet qui n'a jamais atteint des sommets. VIII. Nuance de Grey. - Pour le climat, le B n'existe pas. IX. Est anglais ! - Servent pour gagner les 9.2 (vertical)

Verticalement : 1. Elle fleurit à Eurexpo. 2. Point de rupture. - Cours en tête. 3. Plus fréquents en musique qu'en écologie. 4. Ancienne ferraille de la Birmanie et du Siam. 5. Vieux services militaires. - Conference of parties. 6. Lago italiano. - Juste au-dessus du sol, mais si ! 7. Au doigt et à l'oeil. - Difficile d'y faire sa place au soleil. 8. Avec lui en Autriche ça valsait. - Agrandit le cercle. 9. Are français. - Souvent gagnés par les 9.2 (horizontal).

SOLUTIONS

IX.EAST - ACES
VIII. RIO VIII. RED - PLAN
V. L. - E. VI. VAO - COURT
IV. MOCASSINS
AS III. INACTION
I. PROTOCOLE II. RE - IS -
VERTICALEMENT
9. ES - SETS
8. LANNER - NE
7. SEI - LA 7. OI - UBAC
5. OST - COP
3. ACCORDS 4. TICAL
2. PREMIERE 2. RENO - EA
HORIZONTALLEMENT

Papier 100 % recyclé

